



PERSPECTIVE

Craig Alexander

Premier vice-président et économiste en chef
Groupe Banque TD

LES ORGANISMES DE BIENFAISANCE SOUS PRESSION : LA DEMANDE EXCÈDE L'OFFRE

Une version abrégée de ce numéro de Perspective a été publiée à titre d'article d'opinion dans l'édition du samedi 10 décembre du Toronto Star.

À l'approche de la fin de l'année, un appel réclamant une plus grande générosité sous forme de dons de charité se fait entendre. Le secteur canadien des organismes de bienfaisance, qui peine à répondre à la demande importante pour ses services, a un criant besoin de fonds.

Cet appel peut sembler surprenant vu la bonne tenue récente de l'économie canadienne. L'économie a retrouvé son niveau de production d'avant la récession et affiche même une légère progression. Le nombre d'emplois créés fait en sorte que tous ceux qui ont été perdus durant la récession ont été remplacés, bien que les nouveaux postes soient offerts dans des secteurs différents. Par ailleurs, le Canada n'est pas confronté aux mêmes graves difficultés que le sont l'Europe et les États-Unis. Le bon rendement relatif de l'économie du pays occulte cependant le fait que tous n'ont pas profité également de la reprise et que de nombreuses personnes ont été laissées pour compte.

Le taux de chômage se situe à 7,4 % à l'échelle nationale, bien au-dessus du creux de 5,9 % connu avant la récession. Ce taux signifie que près de 1,4 million de personnes de 15 ans ou plus sont sans emploi. Le taux d'activité a chuté d'un point de pourcentage et suit une tendance baissière, ce qui laisse entendre qu'un plus grand nombre de personnes ont cessé de se chercher du travail. La durée du chômage moyenne a presque doublé par rapport à la période avant la récession. De plus, le coût de la vie augmente plus rapidement que les salaires. La croissance du salaire horaire moyen a reculé, passant de 4,4 % en 2008, à 3,5 % en 2009, puis à 2,2 % en 2010. On s'attend à ce qu'elle soit bien inférieure à 2 % cette année.

Comme les statistiques macroéconomiques ne fournissent pas une idée précise des pressions que subissent bon nombre de Canadiens, penchons-nous sur certaines données plus révélatrices. Selon le rapport 2011 de l'organisme Banques alimentaires Canada, pas moins de 851 014 personnes ont eu recours aux banques alimentaires en mars 2011, soit presque le même nombre qu'à pareille date en 2010. Il s'agit en outre d'une hausse de 26 % par rapport aux données observées avant la récession de 2008-2009. Il va sans dire que les gens ne font appel à une banque alimentaire qu'en dernier recours. Les données provinciales sur l'aide sociale abondent dans le même sens. Selon les dernières données du rapport statistique mensuel du programme Ontario au travail, 255 399 demandes d'aide sociale ont été présentées en octobre 2011, une hausse par rapport aux 225 087 demandes d'avril 2009. En octobre, le programme offrait du soutien à 463 641 personnes. Ces données montrent que, malgré la reprise, il y a beaucoup de personnes dans le besoin.



Plus préoccupant encore, les perspectives économiques n'aideront pas à atténuer la demande accrue pour les services des organismes de bienfaisance. L'économie mondiale se dirige vers une période de faible croissance. L'économie européenne pourrait retomber en récession, tandis que celle des États-Unis demeure fragile. Les marchés émergents observent un ralentissement. L'économie canadienne ne fonctionne pas en vase clos et subira les contrecoups de la situation économique à l'étranger. Au cours de la prochaine année, et selon un scénario de maintien de la croissance économique, le taux de chômage devrait grimper d'environ un demi-point de pourcentage. La pression sur les banques alimentaires et les autres organismes de bienfaisance, qui peinent déjà à joindre les deux bouts, augmentera encore.

Malgré la hausse de la demande, l'offre d'aide aux organismes de bienfaisance risque malheureusement d'être limitée. La majorité des organismes de bienfaisance dépendent grandement de l'aide financière de l'État; or les différents paliers de gouvernement à l'échelle du pays cherchent à réduire leur déficit, ce qui constitue une politique budgétaire responsable. Cela signifie toutefois que les décideurs, qui disposeront de fonds limités, devront faire des choix difficiles au moment d'établir leurs priorités. Les organismes de bienfaisance devront se battre pour obtenir les fonds indispensables au maintien de leurs activités.

Chacun peut contribuer à améliorer la situation. Bien que de nombreux Canadiens soient aux prises avec des difficultés financières, d'autres ont la capacité de donner. Beaucoup d'emplois ont été créés depuis la fin de la récession et il s'agit souvent de postes bien rémunérés. De plus, la majorité des Canadiens ont conservé leur emploi durant le dernier cycle. Une grande partie de la population canadienne bénéficie, en fait, d'un niveau de vie très élevé. La fin de l'année est un moment approprié pour faire profiter de la chance qu'on a aux gens qui aident les personnes moins fortunées. Environ 3,5 millions de Canadiens vivent dans la pauvreté à l'heure actuelle, soit près d'une personne sur dix. Les autres Canadiens, les 90 % qui restent, peuvent sûrement prêter main-forte. Les dons de charité profitent autant à la personne qui donne qu'à celle qui reçoit. Le crédit d'impôt auquel donnent droit les dons effectués avant la fin de l'année constitue un généreux incitatif de l'État, que le don soit effectué en argent, en actions ou en temps, sous forme de bénévolat. Ne sous-estimez pas l'importance de votre contribution individuelle.

Craig Alexander
416-982-8064
craig.alexander@td.com

Le présent rapport est fourni par les Services économiques TD. Il est produit à titre informatif seulement et peut ne pas convenir à d'autres fins. Il ne vise pas à communiquer de renseignements importants sur les affaires du Groupe Banque TD, et les membres des Services économiques TD ne sont pas des porte-parole du Groupe Banque TD en ce qui concerne les affaires de celui-ci. L'information contenue dans le rapport provient de sources jugées fiables, mais son exactitude et son exhaustivité ne sont pas garanties. De plus, le rapport contient des analyses et des opinions portant sur l'économie, notamment au sujet du rendement économique et financier à venir. Par ailleurs, ces analyses et opinions reposent sur certaines hypothèses et d'autres facteurs et sont sujettes à des risques inhérents et à une incertitude. Les résultats réels pourraient être très différents. La Banque Toronto-Dominion ainsi que ses sociétés affiliées et divisions apparentées qui constituent le Groupe Banque TD ne peuvent être tenues responsables des erreurs ou omissions que pourraient contenir l'information, les analyses ou les opinions comprises dans ce rapport, ni des pertes ou dommages subis.

